

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel.

Actes Divers

Décision n° 0826 du 23 décembre 1998 accordant un concours financier à certaines institutions de l'Etat.

ARTICLE PREMIER - Il est accordé un concours financier de :

soixante quatorze millions sept cent deux mille trois cent cinquante ouguiyas (74.702.350 UM) au compte d'affectation spéciale intitulé Fonds de Soutien au Développement Agricole (FSDA) au titre de l'année 1998.

ART. 2 - Les dépenses sont imputables au compte d'affectation spéciale 51.01.01.01.23.

ART. 3 - Le directeur du Budget et des Comptes, le Trésorier Général et le directeur de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel.

Ministère des Affaires Economiques et du Développement

Actes Divers

Arrêté n° 514 du 24 décembre 1998 portant nomination du directeur de l'Unité de Gestion du Programme de Réforme du secteur parapublic (UGP).

ARTICLE PREMIER - Est nommé directeur de l'Unité de Gestion du Programme de Réforme du Secteur Parapublic (UGP) Monsieur Abdallah ould Hormatallah conseiller économique chargé de la promotion du secteur privé.

ART. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 888 du 13 décembre 1998 fixant la composition et les missions du

comité technique chargé d'assister le comité interministériel de l'aménagement du Littoral.

ARTICLE PREMIER - IL est créé un comité technique chargé en application de l'article 6 du décret n° 098 - 52 du 28 juin 1998 portant création d'un comité interministériel d'assister le comité interministériel chargé de l'aménagement littoral.

Le comité se compose ainsi qu'il suit :

président : Mohamed Lemine ould Dahi, directeur général de la Législation, de la Traduction et de l'Edition du Journal Officiel

Membres :

- Hassen Touré représentant le ministère de l'Equipeement et des Transports

- Cheikh ould Khaled directeur de la Marine Marchande (MPEM)

- Dione Boubacar représentant le ministère des Finances

- Cheikh Ahmed ould Khalifa directeur de l'Aménagement Rural et de l'Environnement (MDRE)

- Moctar ould El Hassen directeur de l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale (MIPT)

- Gabriel Hatti directeur du PNBA (SGG)

- Dr Bâ Gatta chef du service de la Géologie au ministère des Mines et de l'Industrie

- 4 personnalités désignées par le Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour des travaux du comité technique.

ART. 2 - Le comité technique est chargé de manière générale, d'examiner et de donner un avis technique sur toutes les questions relatives à l'aménagement du littoral qui sont soumises au comité interministériel.

Il est de manière spécifique chargé :

- de faire le point des actions déjà engagées dans le domaine de l'aménagement du littoral et faire des propositions pour tenir compte des nouvelles dispositions réglementaires.

- d'évaluer et de valider les termes de référence de l'étude sur l'aménagement du

littoral avant son examen par le comité interministériel

- de suivre les études et missions qui seraient réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'aménagement littoral
- de valider les dispositions législatives et réglementaires complémentaires au code de la marine marchande qui pourraient être prises dans le cadre de la préservation du littoral
- d'assurer la coordination entre les différents départements impliqués.

ART. 3 - Les dossiers, soumis à l'examen du comité, sont déposés auprès de la direction de la Marine Marchande qui établit l'ordre du jour en accord avec le président du comité.

Le comité se réunit sur convocation de son président tous les deux mois et sur demande du président du comité interministériel. Le président anime les discussions et fait établir les procès-verbaux des réunions.

Le Secrétariat est assuré par le service de l'aménagement du littoral au ministère des Pêches et de l'Economie Maritime.

ART. 4 - Le comité peut inviter à ses réunions, à titre d'observateur, toute personne ou institution dont l'avis sera jugé utile.

ART. 5 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté conjoint n° R - 890 du 13 décembre 1998 fixant la tarification de l'établissement portuaire de la Baie du Repos de Nouadhibou.

ARTICLE PREMIER - Les taxes et coûts de prestation de l'établissement portuaire de la Baie du repos sont approuvés et applicables à compter de la date de signature du présent arrêté.

ART. 2 - La SMCP prélève pour le compte de l'établissement portuaire de la Baie du Repos (EPBR) :

- 0,35% de la valeur de la production artisanale des céphalopodes et crustacés congelés et exportés à travers la SMCP.

- 0,9% de la valeur de la production artisanale autre que les céphalopodes et crustacés congelée et exportée à travers la SMCP

ART. 3 - L'établissement portuaire de la Baie du Repos « EPBR » retient 0,9% de la valeur du poisson à écailles et des autres espèces de la production artisanale exportées en frais salées et/ou séchées. Le paiement de cette taxe s'effectue au niveau de l'établissement portuaire de la Baie du Repos qui délivre une quittance exigible pour l'accomplissement des formalités douanières d'exportation.

Les autres taxes et prestations sont fixées selon la grille présentée en annexe.

ART. 4 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté notamment l'arrêté n° 505 du 07 octobre 1997 fixant la tarification de l'établissement portuaire de la Baie du Repos de Nouadhibou.

ART. 5 - Le Secrétaire Général du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le Secrétaire Général du ministère des Finances, le Directeur Général de la SMCP, le Directeur Général des Douanes et le Directeur Général de l'établissement portuaire de la Baie du Repos sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 928 du 23 décembre 1998 portant approbation d'un modèle de certificat de semences.

ARTICLE PREMIER - Est approuvé le modèle de certificat de semences tel que décrit aux articles 2 et 3 ci - après .

ART. 2 - Les certificats de semences et plants seront fournis sur le papier bristol de format 15x10 cm. Ils portent les mentions